

# UN INDICE OBJECTIF DE CIVILISATION

*Communication présentée au Congrès International de Sociologie  
d'Istanbul de 1952*

G A S T O N   B O U T H O U L

## *Position de la question :*

La question d'une classification hiérarchique des civilisations se présente périodiquement à l'esprit des philosophes, des historiens, des hommes d'Etat et des sociologues. Lorsque l'on examine les opinions émises à ce sujet, aussi bien autrefois que de nos jours, il est difficile de ne pas constater qu'il s'agit en général de préférences sentimentales, c'est-à-dire subjectives, et dont la confusion est accrue par le nombre des facteurs qui contribuent à former ces opinions : sentiment national, croyances religieuses, croyances politiques et préférences doctrinales pour telle ou telle conception de l'existence. Toutes les valeurs auxquelles nous croyons clairement ou confusément viennent influencer notre jugement sur ce point: suivant que nos préférences vont à une morale combattive, à une morale pacifiste, à l'austérité ou à l'épicurisme, nous préférons tel ou tel mode de civilisation.

C'est donc un problème théorique des plus intéressants pour la sociologie que de rechercher s'il ne serait pas possible de procéder à une classification des sociétés, en quelque sorte hiérarchique, non plus par rapport à des préférences en somme arbitraires, mais en se fondant sur un ou plusieurs critères précis constituant un système de référence vraiment scientifique.

Il nous faut tout d'abord éliminer la conception d'une sorte d'état idyllique de bonheur suprême, entrevu d'une manière très confuse et par rapport auquel on juge les sociétés. Ainsi chez les penseurs de l'antiquité, la notion de " l'âge d'or ". A partir de la fin du 16<sup>ème</sup> siècle avec les grandes découvertes géographiques et scientifiques, une notion nouvelle apparaît : celle du progrès. Mais cette notion, d'abord très confuse, tend à rester localisée au domaine matériel. Sur le plan de la morale et des institutions politiques, la vieille position traditionnelle, celle qui admet une sorte de régression de l'humanité, continue à être très tenace. Nous la voyons même passer du domaine

religieux au domaine laïque avec J. J. Rousseau. Pour lui, la civilisation comporte une sorte de dégénérescence morale de l'humanité par rapport à un état de simplicité et de vertu antérieur. La tendance à une conception dogmatique des institutions et de l'organisation sociale tend à prévaloir malgré les précurseurs de la conception rationnelle et expérimentale de cette organisation, tels Machiavel, Vico, Locke et Montesquieu.

De nos jours, la notion de progrès qui eut une si grande fortune jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, est gravement obscurcie. Les plus optimistes, en effet, ne peuvent pas ne pas constater le décalage qui existe entre nos conceptions politiques, restées les mêmes qu'au temps de Thucydide ou d'Ibn Khaldoun, et les progrès gigantesques en matière scientifique et technique. Alors que jusqu'à nos jours la notion de barbarie était liée à celle de l'ignorance et de technique primitive, une conception nouvelle nous paraît aujourd'hui plausible : celle d'une barbarie scientifique, type de société mettant la technique la plus raffinée et la plus efficiente au service d'instincts de violence, de brutalité et de vanité primitifs ou infantiles.

*Statistique morale et physique sociale :*

C'est à Condorcet que nous sommes redevables des premières esquisses d'analyse des incidences entre le progrès technique et les équilibres sociaux. Après lui, Quetelet poussa plus loin ces analyses. Rien n'est plus frappant que la lecture des deux éditions successives de la "Physique Sociale" de cet auteur. Dans la première, on constate des analyses poussées et même audacieuses des conséquences sociologiques proprement dites des statistiques présentées par l'auteur. Dans la seconde édition, la plupart de ces interprétations disparaissent et l'on assiste à une sorte de recul, l'auteur se cantonnant dans la simple observation numérique.

Il faut attendre jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle pour voir renaître et se préciser l'effort pour établir une relation entre physique sociale et statistique morale. Le magnifique ouvrage de Niceforo, "Les Indices numériques du Progrès", puis le livre de Charles Gide sur "Les Institutions de Progrès Social" ouvrent à nouveau la voie. Mais des événements imprévus et terribles viennent interrompre l'optimisme que suggéraient ces ouvrages. Coup sur coup, deux guerres catastrophiques embrasent le monde, entraînent de terribles massacres et des destructions innombrables. La croyance au progrès est de nouveau dissipée. Pis encore, elle est remplacée par une croyance parfois avouée, parfois exaltée, et parfois résignée, à l'avènement définitif de l'âge de la barbarie scientifique, c'est-à-dire divorce définitif entre progrès moral et progrès matériel.

*Recherche d'un critère ambivalent :*

Il nous paraît que dans les circonstances actuelles, il y a, au sujet des questions que nous venons d'exposer, trois positions qui s'offrent au sociologue :

La première consiste à faire chorus avec l'esprit désabusé du monde actuel. Tout au plus pourra-t-on essayer de se consoler en disant, avec Louis Weber, et même si l'on veut avec Bergson, que l'histoire procède par fluctuations qui mettent en avant tantôt l'homo faber et tantôt l'homo sapiens. Nous serions aujourd'hui dans une période où seul l'homo faber invente avec efficacité.

La seconde position consiste à se livrer, ainsi que l'a fait Niceforo, à des analyses nombreuses de phénomènes variés. D'ailleurs, c'est là l'attitude scientifique par excellence, celle qui consiste à subdiviser les problèmes pour les mieux aborder.

Mais le besoin de synthèse est inhérent à l'esprit humain. Pour juger des civilisations en particulier, et pour la clarté de nos idées, il est nécessaire de disposer d'un critère rapide et commode. Pour cela, il faut qu'il comporte et résume des éléments divers et, surtout, des éléments aussi bien du côté technique et scientifique que du côté des institutions.

Le choix d'un tel indice est particulièrement difficile. Il faut qu'il donne le moins de prise possible aux discussions. Par conséquent, il faut éviter qu'il ait un caractère qualitatif. Pour être indiscutable, un tel indice ne doit pas faire place à l'opinion : il doit par conséquent être mathématique. Il faut qu'il soit mesurable, et non pas opinable.

*La notion de civilisation :*

Ainsi nos générations accoutumées à la prééminence des sciences exactes se contentent de plus en plus difficilement de critères qualitatifs lorsqu'il leur faut juger et, surtout, comparer des sociétés différentes. La carence ou l'insuffisance de ces critères dans les sciences sociales est, pour elles, un gros élément de faiblesse et de discrédit.

De nos jours, on a fait un effort gigantesque pour essayer d'appliquer les méthodes quantitatives à des facteurs de psychologie sociale. Les diverses méthodes d'enquêtes et celles des sondages de l'opinion publique ont fait d'innombrables progrès. Mais à mesure qu'elles se précisent, nous connaissons mieux leurs limites et le caractère souvent fuyant et décevant des fluctuations de l'opinion publique.

C'est justement la considération et l'examen des résultats apportés par ces méthodes qui, pour notre part, nous a fait revenir à nouveau à la recherche d'éléments plus stables. En conclusion, il nous est apparu qu'il valait mieux

mesurer les effets des opinions et des mentalités plutôt que de tenter de mesurer directement ces mentalités elles-mêmes.

En un mot, il est plus facile d'étudier les institutions que les mentalités. Mais ces deux facteurs sont corrélatifs car une institution n'est viable que si elle est, en quelque sorte, la concrétisation de nos connaissances.

La notion de civilisation, l'étude de ce phénomène social très général qu'est une civilisation dans son ensemble, a pris en ce moment un regain d'actualité grâce aux travaux de M. Toynbee. On sait que celui-ci distingue 21 grandes civilisations successives et simultanées. M. Toynbee distingue soigneusement la civilisation de l'Etat. Une même civilisation peut comprendre un grand nombre d'Etats indépendants les uns des autres. Il explique même que la tentative de se réunir en un Etat unique correspond en général au déclin de chaque civilisation. Il rappelle ainsi la période où l'élite cesse de pouvoir remplir sa fonction essentielle, qui est d'inventer spontanément et, en quelque sorte, s'efforce de remplacer l'invention par la puissance.

Mais M. Toynbee évite soigneusement d'établir une hiérarchie des civilisations. C'est même là, nous semble-t-il, la partie insuffisante de cette oeuvre considérable. Nous en avons fait souvent l'expérience en interrogeant ses facteurs: ce refus d'établir une hiérarchie, cette manière de présenter toutes les civilisations sur le même plan, laissent le lecteur insatisfait; et plus encore nos contemporains que les gens de mentalités antérieures; car nos générations, habituées aux compétitions de la technique et à celles de la statistique économique, conçoivent, en matière de sociétés, toute classification comme inséparable d'un certain aspect hiérarchique.

La notion de progrès est fille de l'Encyclopédie, et elle a signifié avant tout le progrès mesurable de la science et de la technique. Cette notion a été encore renforcée par les sociologues (avant la lettre) allemands du début du 19<sup>ème</sup> siècle; c'est à eux qu'est due la formule fameuse "La guerre est l'examen des peuples", à laquelle Engels ajoutera un contexte technique dans sa prose célèbre où il dit que dans un conflit c'est toujours celui qui dispose de la technique la plus avancée qui finit par obtenir la victoire. Ici, l'idée de hiérarchie joue à plein, mais nous la voyons cantonnée de plus en plus sur le plan de la puissance matérielle.

#### *Mentalités et civilisation :*

Cependant, tout nous démontre qu'une civilisation ne se distingue pas seulement par sa technique, ni même par sa langue dominante, car une même langue peut véhiculer à peu près n'importe quoi : elle peut exprimer aussi bien des idées insanes que sublimes. Une civilisation, nous semble-t-il, se

distingue essentiellement par sa mentalité, c'est-à-dire, l'ensemble de sa conception du monde comprenant à la fois une cosmologie, une morale et une technique. Dans ces trois domaines, les hommes sont obligés de faire preuve d'imagination créatrice. Il a fallu, dit Louis Weber, autant d'imagination aux anciens Egyptiens pour inventer l'immortalité de l'âme que pour nous les électrons. Et Gabriel Tarde écrit de son côté que rendre une routine encore plus étroite, un fanatisme encore plus rétrograde, c'est encore inventer.

Mais le processus psychologique de l'invention est très différent suivant qu'il s'applique au domaine profane ou au domaine sacré. Dans le premier règnent l'esprit expérimental, l'empirisme, la liberté. Au contraire, l'invention des valeurs nouvelles, et ce que les Japonais appellent je crois "les affaires d'adoration", se fait à travers bien des vicissitudes. Elles sont d'ailleurs bien mal connues car la genèse des doctrines religieuses et morales est en général obscurcie par les mythes et les légendes. Nous avons essayé, il y a longtemps déjà, de tracer quelques avenues dans ce vaste domaine encore bien peu exploré.

Certains - et le plus illustre fut Auguste Comte - ont tenté d'établir des règles de concomitances entre les conceptions cosmologiques, c'est-à-dire la science ou ce qui en tient lieu relativement à notre connaissance du monde, et les principales règles morales et hiérarchiques qui président à l'organisation de chaque société. Ils ont montré par là qu'un certain équilibre logique existe à l'intérieur de chaque mentalité. Mais à côté des descriptions délicates et facilement sujettes à l'erreur, des composantes de cet équilibre et de la manière dont elles s'influencent les unes les autres, il existe un autre mode de recherche qui devrait être plus aisé : il s'agira de chercher les résultantes de cet équilibre dans leurs manifestations mesurables dans la vie sociale.

Car il est un autre problème sur lequel ni les sociologues, ni les hommes politiques ne se sont jamais mis d'accord; c'est celui de la mentalité vraiment représentative d'une société : est-ce celle de sa classe dirigeante, c'est-à-dire ceux qui commandent et ceux qui possèdent ? Est-ce ses élites, c'est-à-dire ceux qui créent ? Est-ce l'homme moyen ou la masse ? Cette controverse ne sera jamais épuisée.

C'est une raison de plus pour revenir aux indices statistiques. Mais ceux-ci, pour donner satisfaction à notre désir de rechercher un critère de classification des sociétés, devront remplir deux conditions : 1° ils devront présenter la plus grande généralité; 2° ils devront pouvoir être considérés valablement comme représentant le résultat de l'application dans la société des connaissances techniques et des valeurs morales à la fois.

*La durée moyenne de la vie en tant qu'indice synthétique du progrès :*

Il y a quelques années déjà \* nous avons été amenés, en exposant les diverses méthodes de classification de sociétés, à proposer de prendre pour base de cette classification la durée moyenne de la vie dans chacune d'elles.

Depuis, nous avons été amenés à réfléchir davantage à cette question. Car elle est doublement importante, au point de vue scientifique et au point de vue pratique.

Chaque civilisation repose en effet sur une table de valeurs. C'est par rapport à ces valeurs que l'on juge et que l'on agit. Il importe que notre civilisation, incontestablement dominée par la science et par la technique dispose d'une table de valeurs qui corresponde à notre mentalité. Nous sommes tous convaincus au fond de la fragilité des valeurs qui ne se fondent que sur une tradition religieuse ou sur des croyances de pure dialectique idéologique. L'idéal (et ce problème avait été entrevu par J. M. Guyau) serait de disposer enfin de valeurs qui puissent, au regard de l'esprit scientifique et expérimental qui prédomine dans notre monde, présenter d'aussi grandes certitudes.

D'une telle table de valeurs dépend la solution du conflit fondamental de notre époque : celui entre les techniques triomphantes avec leur visage de certitude, et nos incertitudes politiques et morales.

Cette disproportion entre nos connaissances risque d'aller en s'aggravant et toutes les suggestions destinées à y mettre un terme nous paraissent devoir être bienvenues.

Donnons maintenant quelques précisions sur l'indice que nous proposons :

1° Précisons pour commencer qu'il s'agit de l'indice de durée moyenne de la vie comprenant la mortalité infantile, même dans le plus bas âge. Les raisons en paraissent faciles à comprendre : jusqu'à présent, les progrès de la biologie et de la médecine ne sont pas parvenus à augmenter la durée de la vie humaine. De nos jours comme dans la plus haute antiquité, un homme de 80 ans est un vieillard, et le terme de centenaire nous paraît la limite à peu près inaccessible de l'existence. Aussi l'amélioration caractéristique de notre époque, la véritable révolution démographique a été la diminution de la mortalité infantile. Dans des populations primitives il est encore facile aujourd'hui de constater que la plupart des nouveaux-nés meurent en bas âge. Il en résulte la nécessité absolue d'une très grande fécondité pour permettre la survie de quelques uns. Mais, de son côté, la haute mortalité infantile implique une condition terrible pour la femme, astreinte au mariage précoce,

---

\*) Cf. notre *Traité de Sociologie*, p. 499.

et à des maternités annuelles, pour la plupart inutiles. Sur le plan social et juridique, la conséquence est l'asservissement total de la femme : celui-ci existe en effet, quelquefois sous des dehors brillants, partout où règne la haute mortalité infantile.

2° Il est inutile de revenir sur la signification de la longue durée de la vie au point de vue des connaissances médicales et biologiques. Mais sa signification n'est pas moins importante en ce qui concerne les techniques de la production et, en général, l'organisation économique. Partout où règne le paupérisme, où une partie de la population est insuffisamment nourrie, vêtue ou logée, astreinte à des travaux épuisants, etc., le résultat s'inscrit aussitôt d'une manière inexorable dans les statistiques de mortalité.

3° Il en est de même de toutes les perturbations tenant aux déséquilibres sociaux, qu'il s'agisse de famines, de guerres, qu'elles soient civiles ou étrangères : le résultat ultime est d'enrichir les statistiques de la mortalité.

On peut dire que l'organisation sociale, politique, économique et, nous ajouterons, démographique, est défectueuse lorsque, comme en Europe au cours des trois derniers siècles, l'équilibre ne peut se maintenir qu'à coup d'énormes massacres périodiques. Pour le statisticien, peu importent les prétextes de ces tueries - il n'en manque jamais - : l'élément incontestable qui demeure, et que tout porte à considérer comme leur fonction proprement dite, est inscrit dans les statistiques de mortalité.

Il résulte peut-être des déséquilibres démo-économiques les plus graves des impulsions de violence qui, lorsqu'elles se généralisent, diffusent dans la société entière un esprit d'agressivité qui trouve toujours dans les idéologies à la mode ou les traditions historiques d'excellentes raisons de partir en guerre c'est-à-dire, en dernière analyse, de provoquer ces terribles crises de rééquilibrage quasi-périodiques que l'on croit chaque fois devoir transformer la face du monde.

4° Toutes les autres institutions influencent tôt ou tard les indices de mortalité : l'insécurité des individus, soit qu'elle provienne de l'absence de police et du brigandage, soit qu'elle provienne de l'arbitraire de ceux qui détiennent le pouvoir, tend à augmenter la mortalité. Il en est de même de l'esclavage, du travail forcé et de toutes les institutions propres à semer le désespoir. Une statistique faite aux Antilles au début du 19<sup>ème</sup> siècle indiquait que la mortalité des esclaves était quintuple de celle des individus libres.

Dans toutes les sociétés il existe des institutions destructrices propres à relever la mortalité : elles varient beaucoup suivant les civilisations. En règle générale, elles comprennent les institutions sacrificielles, comme chez les Az-

tèques ou chez les Assyriens - pour ne parler que de civilisations disparues -, le droit pénal qui peut être un instrument d'élimination - n'oublions pas que jusqu'à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle la torture existait dans les pays les plus civilisés et que le vagabondage, même involontaire, était considéré comme un crime puni des Galères. Il s'y ajoute la dureté plus ou moins grande des conditions du travail, l'intolérance morale, religieuse, politique, etc.

Les institutions destructrices sont de deux sortes : les unes agissent d'une manière continue et, en quelque sorte, endémique. Elles sont caractéristiques de chaque type de civilisation. D'autres, au contraire, sont périodiques ou périodomorphes. Nous entendons par ce dernier terme des événements qui sans avoir une périodicité contenue dans des limites étroites, reviennent cepen-

La principale des institutions destructrices est, comme nous l'avons vu, la guerre, soit étrangère, soit civile.

*Autres indices possibles :*

Existe-t-il quelque autre indice qui soit préférable pour classer les civilisations ?

Nous ne pouvons bien entendu énumérer ici tous ceux qui ont été proposés. Envisageons-les plutôt par groupes :

1° les indices philosophiques. Nous avons cité tout à l'heure la classification d'Auguste Comte. Elle se passe en dernière analyse sur la mentalité au point de vue cosmologique : quelle est l'explication prédominante des phénomènes le plus communément admise dans une civilisation ? Nous avons montré les difficultés d'application d'un tel critère. Les méthodes d'enquête aujourd'hui employées montrent chaque jour davantage les difficultés de connaître l'opinion générale dès qu'il ne s'agit plus de sujets passionnels. Encore dans ce cas les changements d'opinion peuvent-ils être rapides. Tel groupe enflammé de fureur belliqueuse à la suite d'une nouvelle ou d'un incident pourra être considérablement calmé le lendemain.

Il en est de même en ce qui concerne les croyances religieuses : dans quelle mesure sont-elles sincères ? dans quelle mesure sont-elles stables, chez le même individu ou dans les sous-groupes ? Dans quelle mesure la contrainte n'impose-t-elle pas, dans certains cas, un conformisme de surface ? Sur ce point également la technique des enquêtes a révélé que la psychologie, aussi bien des groupes que des individus, présente souvent une plasticité considérable. Celle-ci n'est pas toujours la même au même moment. Des impondérables : une mode, un grand créateur, un prédicateur, une campagne de presse, un poète, une école littéraire ou politique, etc. peuvent apporter de véritables bouleversements qui se répercutent dans tous les domaines. Que l'on songe

à l'influence d'un Luther, d'un Jean-Jacques Rousseau, ou à celle de l'école romantique.

2° Il en est de même de la simple considération des institutions d'un peuple. Tout d'abord, les lois écrites sont souvent très éloignées de la réalité. Tout dépend de l'application que l'on en fait dans la pratique. J. B. Vico a décrit la manière dont l'opinion et le peuple, dans les pays où la loi est soi-disant immuable, la corrigent quand même par la lente modification du langage, c'est-à-dire de l'acception des mots.

Il est encore plus fallacieux de se fonder sur les constitutions politiques ou autres lois organiques de l'Etat. Combien de constitutions demeurent inappliquées ou ne le sont que partiellement :

3° Les indices économiques. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, en France, plusieurs enquêtes sociales se fondaient sur la consommation de la viande pour juger du degré d'aisance économique. Depuis, de nouvelles conceptions de l'hygiène et des régimes économiques font que souvent ce sont les classes les plus aisées qui en consomment le moins. D'autre part, suivant le climat et les moeurs, la consommation des textiles ou des denrées alimentaires de toutes sortes est très différente, sans que cela implique une supériorité ou une infériorité de civilisation.

Il en est de même des indices de production. Leur considération en quelque sorte "brute" ne nous apprend pas grand'chose. Un pays peut produire beaucoup, tout en étant dans un état social lamentable, s'il travaille en vue d'une exportation sans compensation : ainsi les colonies esclavagistes au 18<sup>ème</sup> siècle ou les pays durant la dernière guerre.

Dans certains cas les indices de production ne correspondent en rien à une consommation vraiment humaine: ainsi l'énorme production de l'acier qui sert à fabriquer les armes, des tanks ou des cuirassés, celle du duralumin pour des avions de guerre qui sont détruits ou démodés dans quelques années.

Les indices économiques, tout en apportant bien entendu des enseignements fort intéressants sur la structure et les capacités techniques des nations et des groupes, sont éminemment discutables si l'on se place au point de vue d'une civilisation vraiment humaine, c'est-à-dire faite par l'homme et pour l'homme. Au point de vue de la civilisation, les critères économiques n'ont d'intérêt que dans la mesure où ils correspondent à un véritable état social, c'est-à-dire à la satisfaction des besoins du plus grand nombre. On entend trop souvent la notion de niveau de vie comme le total de la consommation en produits divers par tête d'habitant. Mais un groupe peut consommer beaucoup tout en étant soumis à une oppression féroce ou à un épuisant surmenage.

C'est pourquoi notre indice de mortalité nous paraît préférable à celui de niveau de vie généralement admis pour apprécier une civilisation. Car la durée moyenne de la vie n'est pas seulement le résultat de facteurs quantitatifs. Elle est influencée par l'ensemble de toutes les activités humaines : elle manifeste l'harmonie et l'équilibre que chaque civilisation a réussi à atteindre.

Les sociétés, par suite de leur composition, de la différenciation des âges et des sexes, de la hiérarchie politique, sacerdotale, économique, etc., de la division du travail, des différences d'habitat, ne sont jamais homogènes. Elles sont divisées en de nombreux sous-groupes, eux-mêmes en voie de perpétuelle modification. Aussi leur étude oscille-t-elle perpétuellement entre la microsociologie et la sociologie des grands ensembles (macrosociologie). A cela correspond la nécessité, lorsqu'on procède à des comparaisons, non seulement des critères fragmentaires, mais aussi de critères d'une grande généralité. La durée moyenne de la vie nous paraît le plus extensif de tous.

Enfin la sociologie, aussi incomplète et aussi imparfaite qu'elle soit, ne doit pas moins être consciente du fait que les théories qu'elle élabore ont toujours tendance - quelles que soient la réserve et la discrétion de leur auteurs - à influencer le domaine pratique. Les hommes politiques, les législateurs, les économistes, ont de plus en plus tendance à chercher dans l'état actuel de notre science des suggestions ou des justifications pour leurs initiatives. En un mot, qu'elle le veuille ou non, la sociologie tend toujours à être transposée dans le domaine normatif, car on ne peut empêcher la traduction inévitable des corrélations en préceptes. Si nous énonçons une relation d'équilibre, par exemple la vieille règle des physiocrates "cherté foisonne", on transposera immédiatement cette constatation en règle d'action en disant : "établissez des prix élevés si vous voulez stimuler la production".

A cet inévitable point de vue normatif, le critère de la durée moyenne de la vie apporte, nous semble-t-il, une solution satisfaisante. Il oblige le penseur, le chercheur et l'homme d'action à ne pas perdre de vue la réalité humaine immédiate. Il nous oblige à énoncer nos jugements de valeur et à juger de la portée de nos actions sur le plan social, toujours par rapport à l'homme, à la personne vivante, seule véritable mesure des choses.

---